

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

21 JANVIER 2004

Proposition de résolution pour un Sénat attentif à la personne de l'enfant

(Déposée par Mme Sabine de Bethune)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de résolution reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 11 décembre 2001 (doc. Sénat, n° 2-987/1 — 2001/2002).

1. Introduction

La Convention de 1989 relative aux droits de l'enfant est porteuse d'un message important sur les droits civils et politiques des mineurs. Elle reconnaît que les enfants doivent être protégés, mais aussi qu'ils ont le droit de participer à la vie de la société et de se faire entendre.

En pratique également, on constate que les relations entre les générations ont évolué. Dans leurs attitudes envers les enfants, l'opinion publique et les adultes considèrent de plus en plus que les enfants et les jeunes sont capables de se forger un point de vue à eux et qu'en outre, ce point de vue a une valeur. Les relations au sein des familles changent et on lance des projets pilotes de participation des enfants dans les écoles, les quartiers et les communes. Au niveau flamand, le Commissariat aux droits de l'enfant constitue un lieu important de dialogue et d'action.

Familiariser les enfants dès leur plus jeune âge avec les affaires de la communauté ne peut que renforcer leur intérêt pour la vie politique et leur sens des responsabilités. Le sentiment d'appartenir à la

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

21 JANUARI 2004

Voorstel van resolutie voor een kindvriendelijke Senaat

(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune)

TOELICHTING

Dit voorstel van resolutie neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 11 december 2001 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 2-987/1 — 2001/2002).

1. Inleiding

Het Kinderrechtenverdrag van 1989 bevat een belangrijke boodschap over de burgerlijke en politieke rechten van minderjarigen. Het verdrag erkent dat kinderen niet alleen beschermd moeten worden, maar ook het recht hebben te participeren aan de samenleving en recht hebben op inspraak.

Ook in de praktijk zijn er wijzigingen merkbaar in de relaties tussen generaties. Het principe dat kinderen en jongeren in staat zijn een eigen mening te vormen en het principe dat die mening ook waardevol is, vindt meer ingang bij de publieke opinie en in de houding van volwassenen tegenover kinderen. Relaties binnen gezinnen veranderen, er worden pilootprojecten voor inspraak van kinderen opgezet in scholen, buurten en gemeenten. Op Vlaams niveau is het Kinderrechtencommissariaat een belangrijk aanspreek- en actiepunt.

Kinderen op jonge leeftijd vertrouwd maken met gemeenschapsaangelegenheden zal hun interesse in het politieke gebeuren en hun verantwoordelijkheidsgevoel aanscherpen. Het gevoel van behoren, erken-

société, d'être reconnus par elle et de pouvoir y exercer une influence leur permettra de devenir des citoyens responsables et engagés.

En tant qu'institution politique fédérale, le Sénat doit lui aussi s'engager à concrétiser la participation des enfants dans le cadre de son organisation et de ses travaux. Ce n'est qu'en prenant des initiatives concrètes et en œuvrant à un changement des mentalités qu'on pourra parler d'une politique de participation conforme à l'esprit de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Le groupe de travail «Droits de l'enfant» du Sénat a amorcé le processus dans son important rapport (doc. Sénat, n° 2-725/1) du 12 juillet 2001. Ce n'était là toutefois qu'une première étape. La présente proposition de résolution vise à lancer une série de pistes de réflexion et d'initiatives concrètes pour faire en sorte que le Sénat ou le Parlement en général donnent véritablement l'exemple en la matière.

2. Initiatives du Sénat en faveur des enfants

a) Introduction

La proposition contient une série de suggestions innovatrices en vue d'une organisation du Sénat et d'une information sur les travaux parlementaires qui soient à la mesure des enfants. Mais avant de formuler des propositions pour l'avenir, il convient de dresser le bilan des initiatives positives que le Sénat a prises en la matière.

Des premiers pas ont déjà été faits dans le sens d'une politique favorable aux enfants que ce soit au niveau de l'organisation interne, de la communication ou du travail politique. Dans sa politique du personnel également, le Sénat s'intéresse à la manière de concilier la vie familiale et la vie professionnelle et prend des initiatives en faveur des enfants des membres du personnel.

b) L'ouverture du Sénat aux enfants

Le Sénat entretient un contact important avec les enfants et les jeunes grâce aux visites du Parlement que font des écoles de tout le pays. Chaque année, quelque 3 500 élèves de l'enseignement primaire et 12 000 jeunes de l'enseignement secondaire visitent le Sénat.

Le Sénat organise aussi chaque année des forums au cours desquels les enfants et les jeunes peuvent donner leur avis et discuter de thèmes sociaux importants. Depuis 1997, le parlement des jeunes se réunit chaque année au cours du mois de mai en session de clôture globale des parlements régionaux de la jeunesse. Le 20 novembre 1999, journée des droits de l'enfant, les enfants ont pu participer à un débat sur leurs droits,

ning en zeggenschap zal hen laten opgroeien tot mondige en geëngageerde burgers.

Ook de Senaat als federale politieke instelling moet een verbintenis aangaan om inspraak van kinderen binnen haar organisatie en werkzaamheden concreet vorm te geven. Enkel door concrete initiatieven te ondernemen en te werken aan een mentaliteitswijziging kan, in de geest van het Kinderrechtenverdrag, sprake zijn van een participatiebeleid.

De werkgroep Kinderrechten van de Senaat heeft hiertoe in zijn belangrijk rapport (stuk Senaat, nr. 2-725/1) van 12 juli 2001 een eerste aanzet gegeven. Maar dit was slechts een eerste stap. Het voorliggend voorstel van resolutie wil een reeks denkpijlers openen en concrete initiatieven aanreiken die de Senaat of het Parlement in het algemeen een werkelijke voorbeeldfunctie willen geven op dit vlak.

2. Kindvriendelijke initiatieven van de Senaat

a) Inleiding

Het voorstel schetst een aantal vernieuwende voorstellen voor een kindvriendelijke organisatie van de Senaat en een kindvriendelijke communicatie van de parlementaire werkzaamheden. Maar vooraleer voorstellen voor de toekomst te formuleren, past het om een schets te maken van de positieve initiatieven van de Senaat in dit verband.

In de Senaat werden reeds eerste stappen gezet in de richting van een kindvriendelijk beleid, zowel wat betreft de interne organisatie en communicatie, als wat het politieke werk betreft. Ook in zijn personeelsbeleid heeft de Senaat aandacht voor de combinatie van gezin en arbeid en zet hij initiatieven op voor de kinderen van personeelsleden.

b) De openheid van de Senaat naar kinderen toe

De Senaat heeft een belangrijk contact met kinderen en jongeren via de bezoeken van scholen uit het hele land aan het Parlement. Jaarlijks brengen ongeveer 3 500 lagereschoolkinderen en 20 000 jongeren uit het middelbare onderwijs een bezoek aan de Senaat.

De Senaat organiseert ook jaarlijks enkele fora waarop kinderen en jongeren hun mening kunnen uiten en discussie kunnen voeren over belangrijke maatschappelijke thema's. Sinds 1997 vindt jaarlijks in de loop van de maand mei het jongerenparlement plaats, een overkoepelende slotzitting van regionale jongerenparlementen. Op 20 november 1999, de dag van de rechten van het kind, kwamen kinderen aan

leurs besoins et leurs souhaits. Un compte rendu — à la mesure des enfants — en a été publié dans le n° 6 de la revue *Le Sénat*.

Au cours de la session 2000-2001, les débats suivants ont été organisés :

— le 21 octobre 2000: «Place aux enfants»: des enfants ont siégé dans l'hémicycle du Sénat;

— le 11 novembre 2000: «la fête du 11 novembre»: rencontre entre les jeunes et les anciens combattants;

— le 19 novembre 2000: projet «*What do you think?*» de l'UNICEF: des jeunes de tout le pays ont discuté avec des hommes politiques.

Un aperçu de ces forums de discussion figure, depuis le dernier rapport d'activités du Sénat, dans la synthèse de ses travaux (conférence de presse du 18 juillet 2001, «Le Sénat au cours de la session 2000-2001», «www.senate.be» «flash info»). Dans le n° 7 de la revue *Le Sénat*, on a inclus une rubrique spéciale consacrée aux jeunes, qui les informe sur les propositions de loi les concernant et sur les activités que le Sénat organise pour eux. Ces initiatives constituent une base importante sur laquelle s'appuyer pour l'avenir.

c) *Le travail politique du Sénat*

Au cours de la session 2000-2001, on a créé le groupe de travail «Droits de l'enfant», dont la mission principale consistait à préparer la session extraordinaire des Nations unies consacrée aux droits de l'enfant, qui devait avoir lieu à New York du 19 au 21 septembre 2001, mais a été reportée à une date indéterminée en raison des attentats terroristes commis aux États-Unis. Le rapport de ce groupe de travail (doc. Sénat, n° 2-725/1) constitue le premier rapport parlementaire consacré à une politique fédérale globale en faveur des droits de l'enfant.

En outre, au cours de la législature actuelle, un débat sur les droits de l'enfant s'est tenu le 19 novembre 1999, en présence de Son Altesse Royale la Princesse Astrid de Belgique (*Annales du Sénat*, n° 2-14), à l'occasion du dixième anniversaire de la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant. Par ailleurs, une série de projets et de propositions de loi touchant directement ou indirectement au statut et aux droits des enfants et des jeunes ont été adoptés.

Au cours de la législature précédente déjà, le Sénat a également joué un rôle précurseur en matière de droits de l'enfant en organisant un débat sur la création d'une journée des droits de l'enfant (proposition de résolution de Mme Sabine de Bethune, doc. Sénat, n° 1-791/1). Cette proposition a été adoptée à l'unanimité en séance plénière le 19 novembre 1998.

het woord in een debat over hun rechten, noden en wensen. Het verslag van dit debat — op kindermaat — werd gepubliceerd in nr. 6 van het tijdschrift *De Senaat*.

Tijdens de zitting 2000-2001 werden volgende debatfora georganiseerd:

— 21 oktober 2000: «*Place aux enfants*»: kinderen namen zitting in het halfroond van de Senaat;

— 11 november 2000: «11-november-viering»: ontmoeting tussen jongeren en oud-strijders;

— 19 november 2000: UNICEF «*What do you think?*»-project: jongeren uit het hele land discussieerden met politici.

Het overzicht van deze debatfora wordt sinds het jongste activiteitenverslag van de Senaat opgenomen in het overzicht van de werkzaamheden (persconferentie van 18 juli 2001, «De Senaat tijdens de zitting 2000-2001», «www.senate.be» «nieuwsflash»). In nr. 7 van het tijdschrift *De Senaat* werd een afzonderlijke rubriek «Jongeren» opgenomen, een rubriek die berichtte over wetsvoorstellen die jongeren aanbelangen en activiteiten die de Senaat organiseerde voor jongeren. Deze initiatieven zijn een belangrijke basis om op verder te bouwen.

c) *Het politieke werk in de Senaat*

Tijdens de zitting 2000-2001 werd de werkgroep «Kinderrechten» opgericht, met als hoofdtaak de voorbereiding van de buitengewone zitting van de Verenigde Naties over kinderrechten, die gepland was te New York van 19 tot 21 september 2001, maar tot onbepaalde datum is uitgesteld wegens de terroristische aanslagen op de Verenigde Staten. Het verslag van deze werkgroep (stuk Senaat, nr. 2-725/1) vormt het eerste parlementaire rapport dat gewijd is aan een globaal federaal kinderrechtenbeleid.

Voorts is tijdens de huidige zittingsperiode op 19 november 1999 in aanwezigheid van Hare Koninklijke Hoogheid Prinses Astrid van België een debat gehouden over de rechten van het kind (*Handelingen Senaat*, nr. 2-14), ter gelegenheid van de tiende verjaardag van het Kinderrechtenverdrag van de Verenigde Naties. Daarnaast werden een hele reeks wetsontwerpen en wetsvoorstellen aangenomen die rechtstreeks of onrechtstreeks te maken hebben met het statuut en de rechten van kinderen en jongeren.

Maar ook tijdens de vorige legislatuur beet de Senaat de spits af inzake kinderrechten met het debat over de instelling van een dag voor de rechten van het kind (voorstel van resolutie van mevrouw Sabine de Bethune, stuk Senaat, nr. 1-791/1). Dit voorstel werd op 19 november 1998 unaniem aangenomen in plenaire vergadering. Met de goedkeuring van het voor-

Le rapport annuel que le gouvernement fait au Parlement sur sa politique en matière de droits de l'enfant a été adopté en même temps que cette proposition.

d) La politique du personnel

Le service du personnel du Sénat est, à l'instar des autres services, placé sous l'autorité du Bureau du Sénat. Le Bureau élabore un règlement organique régissant l'organisation des services et le statut des membres du personnel. Le directeur général de la questure supervise la politique financière et la politique du personnel du Sénat.

L'activité spécifique d'un organe politique tel que le Sénat requiert une organisation adaptée du travail, pour laquelle il y a lieu de tenir compte également de la nécessité, pour les membres du personnel, de concilier vie familiale et vie professionnelle. Le Sénat a élaboré à cet effet un système spécifique en faveur de son personnel. Il organise également plusieurs fois par an des activités pour les enfants des membres du personnel.

* Les règles en matière d'heures de travail et de vacances

Les activités parlementaires du Sénat requièrent pour les agents des services une politique du personnel adaptée qui tienne compte également de la possibilité de combiner la vie professionnelle et la vie familiale. À cet effet, on a élaboré un système souple permettant de répartir le nombre des journées de travail prolongées — en raison des sessions parlementaires — entre les membres du personnel des services.

On a élaboré, pour les différentes catégories de personnel (personnel des services, collaborateurs politiques et collaborateurs individuels des sénateurs), des règles relatives aux absences de courte durée, à l'interruption de carrière, au congé parental, au congé pour raisons sociales ou familiales, au congé de circonstances, etc. Le personnel des services peut également faire appel au service social pour des mesures supplémentaires permettant de concilier la vie familiale et le travail. Pour le personnel politique, les différents groupes politiques prennent éventuellement des mesures supplémentaires.

* Accueil des enfants

Le Sénat n'organise lui-même aucun accueil des enfants. Néanmoins, depuis peu, il existe une possibilité d'accueil pour les enfants du personnel permanent âgés de trois à quatorze ans, dans le cadre d'ateliers qui ont lieu de 9 à 16 heures durant les vacances de Pâques (une semaine) et les vacances d'été (quatre semaines). L'accueil lui-même se fait entre 8 et 18 heures. À cet effet, le Sénat a recours à l'accueil des

stel werd ook de jaarlijkse rapportageplicht van de regering aan het Parlement, betreffende haar beleid inzake kinderrechten aangenomen.

d) Het personeelsbeleid

De personeelsdienst van de Senaat staat, net als de andere diensten, onder het bestuur van het Bureau van de Senaat. Het Bureau stelt een organiek reglement op dat de organisatie van de diensten regelt en de rechtspositie van de leden van het personeel. De directeur-generaal van de quaestuur heeft de supervisie over het financieel en het personeelsbeleid van de Senaat.

De specifieke organisatie van de Senaat als politiek orgaan vraagt om een aangepaste arbeidsorganisatie, waarbij voor de personeelsleden ook rekening moet worden gehouden met de combinatie van gezin en arbeid. De Senaat heeft daartoe voor zijn personeel een specifiek systeem uitgewerkt. Ook organiseert de Senaat enkele malen per jaar activiteiten voor de kinderen van de personeelsleden.

* De werktijden- en verlofregelingen

De parlementaire werkzaamheden in de Senaat vragen om een aangepast personeelsbeleid voor het personeel van de diensten, dat ook rekening houdt met de combinatie van arbeid en gezin. Hiertoe is een soepel systeem uitgewerkt om het aantal langere werkdagen — wegens parlementaire zittingen — te verdelen over het personeel van de diensten.

Voor de verschillende categorieën van personeelsleden (personeel van de diensten, politieke medewerkers en individuele medewerkers van senatoren) zijn regelingen uitgewerkt betreffende korte afwezigheden, loopbaanonderbreking, ouderschapsverlof, verlof wegens sociale of familiale redenen, omstandigheidverlof, enz. Het personeel van de diensten kan ook een beroep doen op de sociale dienst voor bijkomende maatregelen om de combinatie van gezinsleven en werk mogelijk te maken. Voor het politiek personeel leggen de verschillende fracties eventueel bijkomende maatregelen vast.

* Kinderopvang

De Senaat zelf organiseert geen kinderopvang. Wel is er sinds kort de mogelijkheid tot kinderopvang voor kinderen van 3 tot 14 jaar van het vast personeel met kinderateliers van 9 tot 16 uur tijdens de paasvakantie (1 week) en tijdens de zomervakantie (4 weken). De opvang zelf kan tussen 8 en 18 uur. Voor deze opvang wordt aangesloten bij de kinderopvang van het ministerie van Buitenlandse Zaken. De

enfants organisé par le ministère des Affaires étrangères. Toutefois, l'organisation de cet accueil n'est pas garantie et, comme dans d'autres services d'accueil, le nombre de places est limité. Comme aucun accueil des enfants n'est organisé au Sénat en dehors des semaines de vacances scolaires, on n'a pas prévu de local pour les mères qui allaitent.

* Initiatives pour les enfants des membres du personnel

Le Sénat organise de nombreuses initiatives en faveur des enfants des membres de son personnel.

L'une d'entre elles consiste, comme on l'a dit, à organiser un accueil des enfants dans des ateliers au cours des vacances de Pâques et des vacances d'été. Chaque année, le service du personnel organise, pour les jeunes de 12 à 18 ans, un voyage de trois à six jours dans une série de villes européennes, où ils visitent notamment le Parlement. Ces voyages sont organisés à un prix modéré. Par ailleurs, pour les enfants qui fréquentent l'école primaire, un remboursement de 50% des voyages scolaires est prévu, jusqu'à un maximum de 14 jours par enfant et par an et avec un plafond journalier.

Chaque année, il y a la fête de Saint-Nicolas, à laquelle les enfants du personnel des services sont invités et où ils reçoivent un cadeau. Les enfants des collaborateurs politiques peuvent également choisir chacun un cadeau au cours de cette période.

3. Le rôle d'exemple du Sénat

Comme on l'a dit déjà, le Sénat a pris plusieurs initiatives en vue de familiariser les enfants et les jeunes avec son organisation et avec la politique fédérale. Mais un Sénat à la mesure des enfants doit aller plus loin et permettre véritablement aux enfants et aux jeunes de se faire entendre, et tenir compte de leurs points de vue.

En vertu de la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant de 1989, la société a l'obligation de protéger les enfants et les jeunes (*Protection*) et de prendre les dispositions nécessaires (*Provision*), par exemple en matière de soins de santé et d'enseignement. La société doit en outre veiller au droit de participation des enfants en tant que citoyens à part entière (*Participation*).

Permettre et assurer la participation des enfants implique que l'on reconnaisse que le point de vue des enfants et des jeunes a autant de valeur que celui des adultes. Les enfants doivent pouvoir participer aux discussions sociales en interlocuteurs à part entière et avoir le même poids que les autres dans la discussion. L'article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant dispose que l'enfant qui est capable de discernement a le droit d'exprimer librement son opinion

organisatie van deze opvang is echter niet verzekerd en er is, zoals bij andere opvangdiensten, een beperking van het aantal opvangplaatsen. Vermits er buiten deze schoolvakantieweken geen kinderopvang is, is er in de Senaat geen lokaaltje voorzien voor moeders die borstvoeding geven.

* Initiatieven voor de kinderen van personeelsleden

De Senaat organiseert tal van initiatieven voor de kinderen van zijn personeelsleden.

Eén daarvan is, zoals eerder vermeld, de kinderopvang met de kinderateliers tijdens de paas- en zomervakantie. Jaarlijks organiseert de personeelsdienst voor jongeren van 12 tot 18 jaar een reis van 3 tot 6 dagen naar een aantal Europese steden, waar onder andere het Parlement wordt bezocht. De reizen worden georganiseerd aan een lage kostprijs. Daarnaast wordt voor lagereschoolkinderen in een terugbetaling van 50% voorzien voor schoolreizen, tot 14 dagen per kind per jaar, rekening houdend met een maximumbedrag per dag.

Jaarlijks is er het Sinterklaasfeest, waarop de kinderen van het personeel van de diensten uitgenodigd worden en een cadeau ontvangen. Ook de kinderen van de politieke medewerkers mogen in die periode elk een cadeau kiezen.

3. De voorbeeldfunctie van de Senaat

De Senaat neemt zoals eerder vermeld verschillende initiatieven om kinderen en jongeren vertrouwd te maken met zijn organisatie en met de federale politiek. Maar een kindvriendelijke Senaat moet verder gaan en kinderen en jongeren ook werkelijk een stem geven, waar rekening mee wordt gehouden.

Conform het VN-Kinderrechtenverdrag van 1989 heeft een samenleving de plicht kinderen en jongeren te beschermen (*Protection*) en de nodige voorzieningen te realiseren (*Provision*), zoals gezondheidszorg en onderwijs. Een samenleving moet daarnaast ook waken over het recht op inspraak en participatie van kinderen als volwaardige burgers (*Participation*).

De participatie van kinderen mogelijk maken en verzekeren betekent dat de mening van kinderen en jongeren als even waardevol als die van volwassenen wordt erkend. Kinderen moeten kunnen deelnemen aan maatschappelijke discussies, als volwaardige gesprekspartners, als één gewicht in de schaal naast andere. Artikel 12 van het Kinderrechtenverdrag zegt dat het kind, dat in staat is zijn of haar eigen mening te vormen, het recht moet worden verzekerd die mening

sur toutes les questions l'intéressant, ses opinions étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité.

Cette disposition concerne à la fois les enfants au niveau individuel et les enfants ou les mineurs en tant que groupe social. L'article 13 dispose ensuite que l'enfant a la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, à moins que ceci viole les droits d'autrui. Ces droits des enfants et des jeunes signifient par conséquent que les adultes doivent ou devraient écouter les idées et les avis des enfants, qu'ils doivent essayer de les comprendre et de les transmettre.

Pour pouvoir parler, à terme, d'une culture participative à part entière des enfants et des jeunes à la vie sociale, économique et politique, il faut stimuler la participation dans plusieurs domaines et à plusieurs niveaux simultanément (la famille, l'école, le quartier, la commune, le niveau fédéral, le niveau international). Les décisions prises au niveau de leur entourage proche et de la politique locale exercent une grande influence sur les enfants, mais les décisions prises au niveau fédéral, comme celles qui concernent le droit de la famille, la sécurité sociale et l'enseignement, ont également un impact considérable sur leur vie. On reconnaît moins souvent aussi l'influence sur les enfants qu'ont les décisions relatives à l'économie, à l'environnement, à l'infrastructure, au budget, à la défense et à l'emploi. Toutes ces matières affectent pourtant d'une manière ou d'une autre la vie de l'enfant.

Les enfants ne sont pas représentés comme tels dans les organes de décision officiels au niveau fédéral, ils n'ont pas le droit de vote et ne peuvent pas être élus. La Belgique n'a pas de point de contact au niveau fédéral qui permette structurellement aux enfants de s'exprimer et qui puisse transmettre leurs avis aux ministères ou aux services compétents. Or, il faut que ces avis percolent, que les enfants soient entendus dans des matières importantes et donc que l'on cherche d'autres voies pour amorcer, au niveau fédéral également, une politique de participation des enfants et des jeunes.

Le Sénat, en tant qu'institution politique, peut jouer un rôle précurseur important au niveau fédéral en donnant voix au chapitre aux enfants dans son organisation et ses travaux et en mettant à son ordre du jour les matières qui les concernent. La nécessité de continuer à développer au Sénat une politique privilégiant le respect des droits de l'enfant, est également une des recommandations formulées par le groupe de travail «Droits de l'enfant» du Sénat.

*
* *

vrijelijk te uiten in alle aangelegenheden die hun of haar betreffen, waarbij aan de mening van het kind passend belang wordt gehecht in overeenstemming met zijn of haar leeftijd en rijpheid.

Deze bepaling betreft zowel individuele kinderen als kinderen of minderjarigen als maatschappelijk groep. Artikel 13 zegt vervolgens dat het kind het recht heeft informatie te verkrijgen of bekend te maken en zijn of haar mening uit te drukken, tenzij dit de rechten van anderen zou schenden. Deze rechten van kinderen en jongeren impliceren bijgevolg dat volwassenen ook naar die uitspraken en meningen moeten of zouden moeten kunnen luisteren, ze moeten trachten te begrijpen en over te brengen.

Om op termijn te kunnen spreken van een volwaardige participatiecultuur van kinderen en jongeren aan het sociale, economische en politieke gebeuren in de samenleving moeten participatie en inspraak op verschillende domeinen en niveaus tegelijk gestimuleerd worden (gezin, school, wijk, gemeente, federaal, internationaal). Beslissingen in hun naaste omgeving en in de lokale politiek hebben een groot effect op kinderen, maar beslissingen op federaal niveau zoals inzake familierecht, sociale zekerheid en onderwijs hebben eveneens een sterke impact op hun leven. Minder vaak erkend is ook de invloed van beslissingen betreffende economie, milieu, infrastructuur, de begroting, defensie en werkgelegenheid. Al deze aangelegenheden raken het leven van kinderen op een of andere manier.

Kinderen zijn zelf niet vertegenwoordigd in officiële beslissingsorganen op federaal niveau, ze hebben geen stemrecht en kunnen niet verkozen worden. België kent geen aanspreekpunt op federaal niveau dat kinderen structureel en zichtbaar een stem kan geven en een doorschuifkanaal kan zijn voor hun meningen naar de betreffende ministeries of diensten. Toch moeten die meningen doorsijpelen, moeten kinderen gehoord worden in belangrijke aangelegenheden en moet er dus gezocht worden naar andere kanalen om de stap te zetten, ook federaal, naar een inspraakbeleid voor kinderen en jongeren.

De Senaat als politieke instelling kan op federaal niveau een belangrijke voortrekkersrol spelen door in zijn organisatie en werkzaamheden kinderen een stem te geven en aangelegenheden die hen aanbelangen op de agenda te plaatsen. Het verder uitbouwen van een kindvriendelijk beleid in de Senaat is eveneens één van de aanbevelingen van de werkgroep «Kinderrechten» van de Senaat.

Sabine de BETHUNE.

*
* *

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Le Sénat,

charge le Bureau et la Questure d'élaborer un plan d'action en vue de créer un Sénat à la mesure des enfants, dans le respect des directives proposées ci-dessous, d'évaluer les coûts de la mise en œuvre de ce plan et d'établir le calendrier de celle-ci.

Grands axes d'un plan d'action en vue de créer un Sénat à la mesure des enfants

1. Laisser les enfants devenir des citoyens à part entière

La « participation » et une « communication à la mesure des enfants » sont des notions clés à concrétiser pour que les enfants et les jeunes puissent devenir des citoyens à part entière et responsables. Les enfants et les jeunes doivent pouvoir apprendre à connaître de près le Sénat en tant qu'institution et la vie politique par des voies qui soient à leur mesure, mais ils doivent aussi pouvoir donner leur avis sur l'actualité politique et dans les domaines qui les intéressent.

1.1. Une communication à la mesure des enfants

Il est important que les jeunes soient informés des mesures que l'on examine, notamment au Sénat, pour garantir leurs droits. L'information en question doit être accessible et claire. Le Sénat peut prendre les initiatives suivantes pour entretenir la communication avec les enfants et les jeunes en tant que citoyens à part entière.

1.1.1. Ajouter au site web du Sénat un site destiné aux enfants et aux jeunes

Les jeunes considèrent de plus en plus l'internet comme un complément évident aux autres canaux médiatiques comme la télévision, les livres, les journaux, etc. Une étude de l'Institut allemand Hans-Bredow, réalisée dans onze pays européens, a révélé qu'en Belgique et aux Pays-Bas, quatre jeunes sur cinq de neuf à dix-sept ans disposent d'un ordinateur (DM 17 juillet 2001). Les écoles et les bibliothèques jouent aussi un rôle important pour ce qui est de l'apprentissage de l'utilisation de ce nouveau moyen de communication.

Concrètement, un « site enfants et jeunes », élaboré sur une base interactive, permettrait aux jeunes et aux enfants d'obtenir une réponse directe à leurs questions sur la politique, sur le Sénat et sur les thèmes d'actualité auxquels ils s'intéressent. Le site web « junior » du Sénat français (www.senat.fr « sénat

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

geeft het Bureau en de Quaestuur de opdracht een actieplan op te stellen om een Senaat op maat van kinderen te creëren volgens de hierna voorgestelde krachtlijnen, om er de kosten van te berekenen en om een timing op te stellen.

Krachtlijnen voor een Senaat op maat van kinderen

1. Kinderen laten opgroeien tot volwaardige burgers

« Participatie » en een kindvriendelijke communicatie zijn sleutelwoorden om kinderen en jongeren te laten opgroeien tot volwaardige en bewuste burgers. Kinderen en jongeren moeten de Senaat als instelling en het politieke gebeuren van dichtbij kunnen leren kennen, op hun maat, maar moeten daarnaast ook een stem hebben in de politieke actualiteit en op die domeinen die hen aanbelangen.

1.1. Een kindvriendelijke communicatie

Het is belangrijk dat kinderen op de hoogte zijn van de maatregelen die onder meer in de Senaat besproken worden om hun rechten te verzekeren. Die informatie moet toegankelijk en duidelijk zijn. De Senaat kan concreet volgende initiatieven nemen om de communicatie met kinderen en jongeren als volwaardige burgers te onderhouden.

1.1.1. Een kinder- en jongerensite toevoegen aan de website van de Senaat

Internet wordt voor jongeren meer en meer een vanzelfsprekende aanvulling op andere mediakanalen zoals televisie, boeken, kranten, enz. Een studie van het Duitse Hans-Bredow-Instituut in elf Europese landen gaf te kennen dat vier op vijf jongeren tussen negen en zeventien jaar in België en Nederland thuis over een computer beschikken (DM 17 juli 2001). Ook spelen scholen en bibliotheken een belangrijke rol om jongeren te leren omgaan met dit nieuwe medium.

Concreet zouden kinderen en jongeren via een interactief opgestelde « kinder- en jongerensite » rechtstreeks antwoord kunnen krijgen op vragen over politiek, over de Senaat en over actuele thema's die hen bezighouden. De « junior website » van de Franse Senaat (www.senat.fr « sénat junior ») is een interes-

junior») est un exemple intéressant. Il est à la mesure des enfants et des jeunes en ce qui concerne tant la présentation et l'accessibilité que le contenu. Les visiteurs du site sont invités à donner leur avis sur des questions importantes, sur des notions telles que la notion de «démocratie», sur la «budgétisation» etc. Ils peuvent participer à des concours, à des forums de discussion virtuels, etc., ce qui permet de les associer sur un mode participatif ludique et intelligent à la vie politique de leur pays. La Maison blanche a aussi ajouté un site «jeunes» à son site web, mais il est moins étoffé que le site «jeunes» français (www.whitehouse.gov/kids).

1.1.2. Rubrique pour les enfants et les jeunes dans la revue du Sénat

On peut développer la rubrique «jeunes» de la revue *Sénat* et mieux l'adapter aux enfants pour ce qui est de la terminologie et du contenu, sans perdre de vue l'essentiel. Le rapport rédigé à l'intention des enfants sur le débat relatif au thème «Dix ans déjà: les droits de l'enfant» et publié dans le numéro 6 (printemps 2000) de la revue du Sénat, fut une initiative exemplaire qui ne demande certainement qu'à être réitérée. Une autre initiative pourrait consister à joindre à la revue du Sénat une annexe «jeunes» qui pourrait être diffusée par les écoles, les bibliothèques et les associations.

1.1.3. Des versions des documents du Sénat adaptées aux enfants

La langue dans laquelle sont rédigés les documents du Sénat n'est pas toujours accessible aux enfants et aux jeunes. Si l'on veut que les enfants et les jeunes ne soient pas privés de cette information, on doit rédiger une version pour enfants des principaux documents du Sénat et des documents portant sur des questions qui concernent les enfants et les jeunes. Pour la communication de ces informations, les services peuvent travailler en collaboration plus étroite avec les organisations pour enfants et pour jeunes existantes et avec les médias qui s'adressent surtout aux enfants et aux jeunes (par exemple Ketnet, les programmes radiophoniques pour enfants, les annexes destinées aux jeunes que l'on trouve dans certains journaux).

L'Unicef a créé un précédent à propos de cette forme de diffusion d'informations à la mesure des enfants en établissant une version pour enfants des conclusions du document «Un monde digne des enfants», un nouveau plan d'action mondial pour les enfants pour la prochaine décennie qui aurait dû être soumis au vote au cours de la session extraordinaire des Nations unies sur les droits de l'enfant qui devait se tenir à New York du 19 au 21 septembre 2001, mais qui fut reportée à la suite des événements survenus à

sant voorbeeld. Zowel qua lay-out en toegankelijkheid, als qua inhoud is deze website op maat van kinderen en jongeren opgesteld. De bezoekers van de site worden uitgenodigd hun mening te geven over belangrijke thema's, over begrippen als «democratie», over budgettering enz. Ze kunnen deelnemen aan wedstrijden, virtuele debatfora en dergelijke meer, waardoor ze op een participatieve en tegelijk speelse en intelligente manier worden betrokken bij het politieke gebeuren in hun land. Ook het Witte Huis heeft een jongerensite toegevoegd aan zijn website, zij het minder uitgebreid dan de Franse jongerensite (www.whitehouse.gov/kids).

1.1.2. Ruimte voor kinderen en jongeren in het tijdschrift van de Senaat

De rubriek «jongeren» in het tijdschrift *De Senaat* kan uitgebreid worden en wat taalgebruik en inhoud betreft meer door een kinderbril bekeken worden, zonder de kern van de zaak uit het oog te verliezen. Het verslag op kindermaat over het debat «10 jaar Kinderrechten» in nummer 6 (lente 2000) van het tijdschrift van de Senaat, is een voorbeeldinitiatief dat zeker voor herhaling vatbaar is. Een andere mogelijkheid kan zijn een jongerenbijlage bij te voegen die verspreid kan worden via scholen, bibliotheken en verenigingen.

1.1.3. Kindvriendelijke versies van de Senaatsstukken

De taal waarin de stukken van de Senaat worden opgesteld is niet altijd toegankelijk voor kinderen en jongeren. Om kinderen en jongeren deze informatie niet te onthouden moet van de belangrijkste stukken van de Senaat, en van de stukken over thema's die kinderen en jongeren aangaan een kindvriendelijke versie opgesteld worden. Voor de communicatie van deze informatie kunnen de diensten nauwer samenwerken met bestaande kinder- of jongerenorganisaties en met mediakanalen die voornamelijk kinderen en jongeren bereiken (bijvoorbeeld Ketnet, kinderradioprogramma's, de jongerenbijlagen bij de dagbladen).

Unicef heeft in deze vorm van kindvriendelijke informatieverspreiding een precedent gecreeërd met een kindvriendelijke versie van het «outcome-document» «Een wereld geschikt voor kinderen», een nieuw wereldactieplan voor kinderen voor het komende decennium dat ter stemming zou worden voorgelegd tijdens de buitengewone zitting van de Verenigde Naties over Kinderrechten te New York (deze buitengewone zitting was gepland van 19 tot 21 september 2001, maar werd afgelast wegens de

New York le mardi 11 septembre 2001. Le document indique clairement quelles sont les grandes lignes du document final de manière que les enfants soient incités à se former leur propre opinion concernant les points de vue énoncés.

Au Sénat, on pourrait commencer par établir une version destinée aux enfants du rapport du groupe de travail «Droits de l'enfant». Les réactions de jeunes et d'organisations de jeunes que soulèvent les activités du groupe de travail montrent clairement qu'il a permis d'accomplir un pas important dans la bonne direction, mais aussi qu'en raison de la complexité de la langue utilisée et de l'ampleur des rapports, la participation des enfants est insuffisante. Une deuxième version destinée aux enfants doit synthétiser les lignes directrices du rapport à leur intention. Cette version pourrait être diffusée dans les écoles, dans les bibliothèques et dans les associations. Pour les enfants et les jeunes, il y a là la preuve que le monde politique se préoccupe réellement de leurs besoins et de leur capacité de participer au travail du Sénat.

1.1.4. Le rapport d'activité du Sénat doit s'intéresser aux enfants et aux droits de l'enfant

Il faut ajouter, dans le rapport d'activité annuel du Sénat, un volet distinct relatif aux efforts consentis par le Sénat pour donner une place aux droits de l'enfant dans son organisation quotidienne et dans l'organisation des activités politiques et pour donner la possibilité aux enfants eux-mêmes de s'exprimer.

1.2. *Garantir la participation des enfants et des jeunes*

Rendre l'information accessible aux enfants et adapter la communication en fonction de ceux-ci constitue une des voies à suivre pour faire du Sénat une institution soucieuse des enfants, mais il faut aussi que le Sénat organise concrètement la participation des enfants et des jeunes.

Il doit le faire, d'une part, en associant plus étroitement les enfants et les jeunes au fonctionnement et à l'organisation du Sénat en tant qu'institution politique et à la vie politique et, d'autre part, en se mettant à l'écoute des enfants et des jeunes à l'occasion de débats sur des matières importantes. Il y a lieu dans cette perspective de prendre de nouvelles initiatives et de mettre au point de nouvelles méthodes.

1.2.1. Participation politique des enfants: rôle à jouer par le Sénat en tant qu'institution politique

a) Visites du Sénat

La visite du Sénat par des enfants est un moment de contact important auquel ils participent en tant que

gebeurtenissen te New York op dinsdag 11 september 2001). In het document worden de belangrijkste lijnen van het einddocument op een bevattelijke manier weergegeven, zodat kinderen worden uitgenodigd zelf een mening te vormen bij de voorgestelde standpunten.

In de Senaat kan een eerste begin gemaakt worden door een kindvriendelijke versie op te stellen van het verslag van de werkgroep «Kinderrechten». Reacties van jongeren en jongerenorganisaties op de werkzaamheden van de werkgroep maken duidelijk dat die werkgroep een belangrijke stap is in de goede richting, maar dat kinderen te weinig worden betrokken wegens het moeilijke taalgebruik en de omslachtige opstelling van de verslagen. Een tweede versie, bekeken door een kinderbril, moet de krachtlijnen van het rapport voor hen samenvatten. Deze versie kan verspreid worden in scholen, bibliotheken en verenigingen. Kinderen en jongeren zelf zien dit als een belangrijk signaal van de bezorgdheid van de politieke wereld voor hun noden en vermogen tot inspraak.

1.1.4. Aandacht voor kinderen en kinderrechten in het activiteitenverslag van de Senaat

In het jaarlijks activiteitenverslag van de Senaat moet een apart luik toegevoegd worden betreffende de inspanningen van de Senaat om in de dagelijkse organisatie en in de politieke werkzaamheden kinderrechten en kinderen zelf een plaats en stem te geven.

1.2. *Inspraak en participatie van kinderen en jongeren verzekeren*

Toegankelijke informatie en communicatie op maat van kinderen is één spoor om te komen tot een kindvriendelijke Senaat, maar de Senaat moet eveneens in zijn organisatie de concrete participatie en inspraak van kinderen en jongeren verzekeren.

Enerzijds door kinderen en jongeren nauwer te betrekken bij de werking en de organisatie van de Senaat als politieke instelling en bij het politieke gebeuren. Anderzijds moeten kinderen en jongeren ook gehoord worden bij belangrijke aangelegenheden. Hiertoe moeten nieuwe initiatieven en methodes uitgebracht worden.

1.2.1. Politieke participatie van kinderen: betrokkenheid bij de Senaat als politieke instelling

a) Senaatsbezoeken

De rondleiding van kinderen in de Senaat is een belangrijk moment van contact met kinderen als

citoyens. Chaque année, quelque 3 500 écoliers et 12 000 jeunes de l'enseignement secondaire visitent le Parlement. Cette visite leur permet d'apprendre à connaître le Parlement de l'intérieur.

Pour mieux mettre les visites du Sénat au diapason des enfants et des jeunes, le Sénat peut développer son expérience au moyen d'une nouvelle offre didactique. Aujourd'hui, il n'existe aucune offre spécifique pour les enfants. Comme on constate que les musées ont notamment déjà acquis une grande expérience en la matière, on pourrait suivre leur exemple. On pourrait notamment utiliser les moyens de communication suivants :

- un film interactif à la mesure des enfants;
- un livre ludique avec des exercices pratiques;
- un jeu de piste au Sénat;
- une bande dessinée éducative sur le Sénat et le fonctionnement de la politique en Belgique;
- une visite guidée par les enfants, pour les enfants et pour les adultes.

b) Autres canaux de participation

Pour développer la participation des enfants et des jeunes, le Sénat peut prendre des initiatives novatrices :

- organiser des événements pour les enfants au Sénat et, par exemple, en particulier un «sleep-in». La commune de Laakdal a organisé avec succès un tel événement dans la bibliothèque locale;
- le Parlement des enfants et des jeunes, que l'on organise chaque année, est un événement que l'on doit absolument continuer à organiser et que l'on doit développer. Il ne faut pas se contenter de donner la parole aux jeunes qui sont présents, mais il faut s'adresser à un large public de jeunes et d'enfants et les encourager à donner leur avis sur les sujets qui font l'objet des débats. On peut le faire en collaboration avec des écoles ou par l'intermédiaire des nouveaux médias;
- l'organisation d'ateliers pour enfants le mercredi après-midi et au cours des vacances scolaires (cf. les ateliers du Musée d'art et d'histoire du Cinquantenaire), d'une part, et de stages de plusieurs jours au cours des vacances scolaires, d'autre part.

Au cours de ces ateliers et de ces stages, les enfants pourront être associés d'une manière éducative et interactive à l'actualité politique et au fonctionnement d'une institution politique telle que le Sénat;

- lier une tâche à la visite du Sénat par les enfants et les jeunes, avec un événement médiatique annuel et une distribution de prix. À cet effet, un site pour les enfants et les jeunes peut être un moyen de communication important.

burgers. Jaarlijks bezoeken zo'n 3 500 lagereschoolkinderen en 12 000 jongeren uit het middelbaar onderwijs het Parlement. Tijdens het bezoek krijgen zij de kans om het Parlement van naderbij te leren kennen.

Om de bezoeken van kinderen en jongeren aan de Senaat op hun maat af te stemmen kan de Senaat zijn ervaring verder verdiepen door een vernieuwd didactisch aanbod. Vandaag bestaat dit niet specifiek voor kinderen. Terwijl we toch zien dat bijvoorbeeld musea op dit vlak reeds veel ervaring hebben opgedaan waar men zich op kan baseren. De volgende media kunnen bijvoorbeeld aangewend worden :

- een interactieve film op maat van kinderen;
- een spelboek met doe-opdrachten;
- een speurtocht in de Senaat;
- een educatief stripverhaal over de Senaat en de werking van de politiek in België;
- een rondleiding door kinderen voor kinderen en voor volwassenen.

b) Andere inspraakkanalen

Om de participatie van kinderen en jongeren te vergroten kan de Senaat vernieuwende initiatieven nemen :

- evenementen voor kinderen organiseren in de Senaat, bijvoorbeeld een «sleep-in» in de Senaat. De gemeente Laakdal organiseerde een dergelijke sleep-in in de lokale bibliotheek — met succes;
- het kinder- en jongerenparlement dat jaarlijks georganiseerd wordt, moet zeker behouden en verder uitgebouwd worden. Niet alleen de aanwezige jongeren moeten het woord krijgen, maar een breder publiek van jongeren en kinderen moet aangesproken worden en aangemoedigd worden om hun mening te geven over de thema's van de debatten. Dit kan in interactie met scholen, of via de nieuwe media;
- het organiseren van kinderateliers, op woensdagnamiddag en tijdens de schoolvakanties (cf. de ateliers van het Museum voor kunst en geschiedenis — Jubelpark) en via stages van enkele dagen tijdens de schoolvakanties.

Tijdens deze ateliers en stages kunnen kinderen op een educatieve en interactieve manier worden betrokken bij de politieke actualiteit en de werking van een politieke instelling zoals de Senaat;

- een opdracht koppelen aan het bezoek van kinderen en jongeren aan de Senaat, met een jaarlijkse media-happening en prijsuitreiking. Een kinder- en jongerensite kan hiervoor een belangrijk communicatiemiddel zijn.

1.2.2. Permettre aux enfants et aux jeunes de se faire entendre, y compris au niveau fédéral

Les propositions susvisées visent à associer étroitement les enfants et les jeunes au fonctionnement du Sénat et au monde politique. Cependant, cela ne leur donne pas nécessairement une voix dont on tiendra effectivement compte. Une véritable politique de participation va plus loin que cela.

En Flandre, le *Kinderrechtencommissariaat* a déjà fait bouger beaucoup de choses. Les projets qu'il a mis sur pied avec les enfants et les jeunes mêmes et la fonction consultative qu'il remplit vis-à-vis des pouvoirs publics flamands commencent à porter leurs fruits, de sorte que la participation des enfants et des jeunes devient quelque chose de plus naturel dans notre société.

Pour garantir cette participation, il faut prévoir de manière structurelle des procédures, des méthodes et des manières de travailler. C'est une constatation importante faite par le *Onderzoekscentrum Kind en Samenleving* qui, en novembre et décembre 2001, a organisé dans diverses communes un carrousel de formation sur le thème de la participation des enfants, et plus particulièrement sur les espaces de jeu et la politique locale en matière de bien-être.

Une deuxième étape importante pour réaliser une vraie culture de participation consiste à œuvrer simultanément, à différents niveaux, à la participation des enfants, à reconnaître que les enfants et les jeunes ont un avis et, en tant qu'adulte capable de prendre des décisions, à prendre cet avis au sérieux.

À terme, ces initiatives dispersées doivent aboutir à une politique de participation coulée dans un cadre structurel. Les exemples des communes doivent nous inciter à réaliser la participation des enfants et des jeunes au niveau fédéral également.

Dans différents domaines, on constate un changement des mentalités et la participation a déjà atteint la phase expérimentale :

— Les sciences familiales

En sciences familiales, on parle de «ménage de négociation». Les rapports hiérarchiques au sein du ménage disparaissent progressivement et les enfants et les jeunes sont de plus en plus considérés comme des interlocuteurs à part entière.

— La participation à l'école

Diverses écoles ont lancé des projets pilotes visant à associer plus étroitement les enfants à la vie quotidienne de l'école. Dans plusieurs écoles de Flandre est amarré un bus de participation, une initiative du *Kinderrechtencommissariaat*. Dans ce bus, les enfants ont la possibilité de coucher leurs souhaits et leurs critiques sur papier. Par la suite, la direction examine les mesures qui peuvent éventuellement être prises.

1.2.2. Kinderen en jongeren een stem geven, ook op federaal niveau

De voorgaande voorstellen zijn een stap om kinderen en jongeren van dichtbij te betrekken bij de werking van de Senaat en bij het politieke gebeuren. Dit geeft hen echter nog niet noodzakelijk een stem waar ook rekening mee wordt gehouden. Een echt inspraakbeleid gaat verder.

Op Vlaams niveau heeft het Kinderrechtencommissariaat al heel wat doen bewegen. Zijn projecten met kinderen en jongeren zelf en zijn adviesfunctie naar de Vlaamse overheid toe beginnen vruchten af te werpen, zodat inspraak en participatie van kinderen en jongeren vanzelfsprekender worden in onze samenleving.

Om die inspraak te garanderen moeten inspraakprocedures, methodes en werkvormen structureel ingebouwd worden. Dit is ook een belangrijke vaststelling van het Onderzoekscentrum Kind en Samenleving, dat in november en december 2001 in verschillende gemeenten een vormingscarrousel organiseert rond kinderpaticipatie, meer bepaald over speelruimte en lokaal welzijnsbeleid.

Een tweede belangrijke stap op weg naar een echte pariticipatiecultuur is op verschillende niveaus tegelijk werken aan inspraak van kinderen, erkennen dat kinderen en jongeren een mening hebben en dit, als volwassene die beslissingen kan nemen, «au sérieux» nemen.

De verschillende verspreide initiatieven moeten op termijn leiden tot een structureel ingebed inspraakbeleid. De voorbeelden van de gemeenten moeten een aanzet zijn om ook op federaal niveau inspraak van kinderen en jongeren waar te maken.

Op verschillende terreinen stelt men een mentaliteitsverandering vast en is men reeds in een experimentele fase wat inspraak betreft :

— De gezinswetenschappen

In de gezinswetenschappen wordt gesproken van een «onderhandelingshuishouden». De hiërarchische verhoudingen binnen het gezin verdwijnen stilaan, kinderen en jongeren worden er meer en meer beschouwd als volwaardige gesprekspartners.

— Inspraak op school

Verschillende scholen hebben proefprojecten opgestart om kinderen nader te betrekken bij het reilen en zeilen van de school. In verschillende Vlaamse scholen meert een participatiebus aan, een initiatief van het Vlaamse Kinderrechtencommissariaat. Kinderen kunnen in de bus hun wensen en ongenoegens op papier zetten. Achteraf buigt de directie zich over mogelijke maatregelen.

— La participation des enfants et des jeunes dans la commune

Dans plusieurs communes, la promotion de la participation des enfants et des jeunes est déjà entrée dans une phase expérimentale.

Voici une liste de quelques initiatives intéressantes :

Au printemps 2001, la ville de Bruges a engagé une « accompagnatrice de participation » afin de concrétiser l'interaction entre les enfants, les jeunes et la politique. La ville a un conseil des jeunes et aussi un conseil des enfants. Ce conseil des enfants veut toucher un groupe d'enfants plus large que les conseils communaux des enfants qui ont été créés ailleurs. Le conseil des enfants se réunit quatre fois par an pour élaborer des plans nouveaux et évaluer les plans précédents.

Termonde organise un conseil communal des enfants qui est préparé par des enfants de plusieurs écoles. Une fois par an, les enfants peuvent accompagner le bourgmestre. Les enfants ont également leur mot à dire sur le programme des séances de cinéma et des pièces de théâtre à l'intention des enfants.

Le travail de réflexion et d'expérimentation en ce qui concerne la participation des enfants et des jeunes à la politique n'est pas encore terminé. Les organisations de défense des droits de l'enfant disent elles-mêmes qu'il faut encore beaucoup « d'espace d'expérimentation ». Nous sommes convaincus qu'il est important de créer un tel espace au niveau fédéral également.

Pour l'élaboration concrète d'une politique de participation au Sénat, on peut se baser en partie sur les méthodes qui sont déjà appliquées aujourd'hui. Par exemple, on pourrait interroger les enfants et les jeunes en organisant des auditions adaptées. Le monde politique a la mission importante d'accroître sa sensibilité afin de tenir véritablement compte des avis et des opinions des enfants consultés. Cette question est développée au point 2.2.4 ci-après.

1.3. Intégration structurelle dans la gestion du Sénat : la désignation d'un conseiller des jeunes

Pour que le Sénat soit attentif de manière structurelle aux enfants, y compris dans ses travaux, il y a lieu de désigner, dans l'organigramme du Sénat, une personne ou un service chargé d'élaborer, de soutenir et de coordonner les initiatives en faveur des enfants. À l'instar des communes, le Sénat doit désigner un conseiller des enfants et des jeunes ou, en d'autres termes, un « accompagnateur de participation ». Dans chaque service et domaine de compétences, il faut également un responsable qui se charge du suivi et se concerta avec la coordination générale.

— Inspraak van kinderen en jongeren in de gemeente

Het bevorderen van de inspraak van kinderen en jongeren is reeds in een experimentele fase in verschillende gemeenten.

We zetten enkele interessante initiatieven op een rij.

De stad Brugge heeft in het voorjaar 2001 een inspraakbegeleidster aangeworven om de wisselwerking tussen kinderen, jongeren en beleid concreter te maken. In de gemeente bestaat naast de jeugdraad ook een kinderraad. Deze kinderraad wil een bredere groep kinderen bereiken dan de kindergemeenteraad die op sommige andere plaatsen bestaat. De kinderraad komt vier maal per jaar samen om nieuwe plannen te maken en de vorige te evalueren.

Dendermonde organiseert een kindergemeenteraad die kinderen in verschillende scholen voorbereiden. Eén dag per jaar kunnen kinderen er met de burgemeester op stap. Ook hebben kinderen er inspraak in het programma van film- en toneelvoorstellingen voor kinderen.

Het denk- en oefenwerk voor inspraak van kinderen en jongeren in het beleid is nog niet voltooid. Kinderrechtenorganisaties zeggen zelf ook dat er nog veel « experimenteeruimte » nodig is. We zijn overtuigd van het belang om die experimenteeruimte ook op federaal niveau te creëren.

Voor de concrete uitbouw van een inspraakbeleid in de Senaat kan voor een deel verder gebouwd worden op methodes die reeds gehanteerd worden. Bijvoorbeeld kunnen ook kinderen en jongeren bevraagd worden door middel van een hoorzitting op hun maat. Het beleid heeft de belangrijke opdracht om zijn gevoeligheid te verhogen om ook daadwerkelijk rekening te houden met de adviezen en meningen van de geraadpleegde kinderen. In punt 2.2.4 « Hoor- en spreekrecht van kinderen » wordt hier verder op ingegaan.

1.3. Structurele inbedding in het beheer van de Senaat : de aanstelling van een jeugdconsulent

Om te komen tot een structurele aandacht voor kinderen, ook in de werkzaamheden van de Senaat, moet binnen het organigram een persoon of dienst de verantwoordelijkheid krijgen voor de uitbouw, ondersteuning en coördinatie van kindvriendelijke initiatieven. Naar het voorbeeld van gemeentes moet een kind- en jongerenconsulent aangesteld worden, of met een ander woord, een « inspraakbegeleider ». Per dienst en bevoegdheidsdomein moet er ook een verantwoordelijke zijn die zorgt voor de follow-up en die overlegt met de algemene coördinatie.

Dans le budget du Sénat, il y a lieu de dégager des montants pour lancer et soutenir une politique en faveur des enfants.

L'attention portée aux droits des enfants et des jeunes doit apparaître clairement dans le budget qui est soumis à l'assemblée plénière.

2. Analyse de l'ordre du jour du Sénat sous l'angle de l'enfant

L'ordre du jour du Sénat doit être analysé sous l'angle de l'enfant. Les thèmes qui intéressent les enfants et les jeunes doivent être mis à l'ordre du jour. Le Sénat a fait plusieurs recommandations à ce sujet dans le rapport du groupe de travail «Droits de l'enfant» (doc. Sénat, n° 2-725).

2.1. Les recommandations du groupe de travail du Sénat «Droits de l'enfant»

2.1.1. Le rapport quinquennal de la Belgique

Il y a lieu d'améliorer le contenu du rapport quinquennal que la Belgique doit établir à l'intention du Comité des droits de l'enfant à Genève. Il faut en faire un véritable outil d'évaluation des politiques menées à tous les niveaux de pouvoir dans notre pays (recommandation I.9) en vue de la mise en œuvre des dispositions de la Convention des droits de l'enfant. Dans cette optique, le rapport doit être communiqué formellement au Parlement. En tant que lieu de rencontre de l'État fédéral, des régions et des communautés, le Sénat a une mission importante à remplir au niveau de la coordination du suivi et de l'approche proactive de l'obligation de faire rapport aux Nations unies. Les travaux préparatoires à l'accomplissement de cette obligation et le projet de rapport doivent donc être communiqués au Sénat afin que celui-ci puisse inscrire à son ordre du jour un débat sur la question (recommandation V.5).

2.1.2. Le rôle du groupe de travail du Sénat «Droits de l'enfant»

Le groupe de travail du Sénat «Droits de l'enfant» a été créé dans le but de suivre les travaux de la session extraordinaire des Nations unies. Le Sénat a ainsi été associé à la préparation de cette session et il se chargera également du suivi parlementaire (recommandations II.3 et VI.1). En outre, le travail du Sénat doit être poursuivi afin :

1. de préparer la journée internationale des droits de l'enfant au Sénat (le 20 novembre);
2. d'assurer au niveau parlementaire le suivi du plan d'action qui sera adopté à New York;

Binnen de begroting van de Senaat moet een budget vrijgemaakt worden om een kindvriendelijk beleid op te starten en te ondersteunen.

De aandacht voor de rechten van kinderen en jongeren moet duidelijk zijn in de begroting die aan de plenaire vergadering wordt voorgelegd.

2. Kindertoets op de politieke agenda van de Senaat

Ook de agenda van de Senaat moet gescreend worden op zijn kindvriendelijkheid. Thema's die kinderen en jongeren aanbelangen moeten een plaats krijgen op de agenda. De Senaat heeft in het verslag van de werkgroep Kinderrechten (stuk Senaat, nr. 2-725) verschillende aanbevelingen gedaan.

2.1. De aanbevelingen van de Senaatswerkgroep «Kinderrechten»

2.1.1. Vijfjaarlijks Belgisch verslag

De inhoud van het vijfjaarlijkse Belgisch verslag aan het Comité voor de rechten van het kind in Genève moet verbeterd worden. Er moet een volwaardig instrument van worden gemaakt ter evaluatie van de beleidslijnen die op alle beleidsniveaus in ons land uitvoering geven aan de bepaling van het Verdrag inzake de rechten van het kind (aanbeveling I.9). In die verstandhouding moet het verslag formeel aan het Parlement worden meegedeeld. De Senaat heeft als ontmoetingskamer van de federale Staat, de gewesten en de gemeenschappen een belangrijke opdracht bij het gecoördineerd opvolgen en proactief benaderen van de VN-rapportageverplichting. De voorbereidende werken voor deze rapportage en het ontwerp van rapport dienen dan ook te worden meegedeeld aan de Senaat, opdat deze hierover een politiek debat kan agenderen (aanbeveling V.5).

2.1.2. Rol van de Senaatswerkgroep «Rechten van het kind»

De Senaatswerkgroep «Rechten van het kind» werd opgericht om de werkzaamheden van de buitengewone zitting van de Verenigde Naties te volgen. Op deze manier werd de Senaat betrokken bij de voorbereiding van de zitting en zal hij ook de parlementaire follow-up op zich nemen (aanbevelingen II.3 en VI.1). Bovendien moet het werk in de Senaat worden voortgezet teneinde :

1. de internationale kinderrechtedag (20 november) in de Senaat voor te bereiden;
2. op parlementair niveau te zorgen voor de follow-up van het actieplan dat in New York zal worden goedgekeurd;

3. d'évaluer le suivi du rapport de la Commission nationale contre l'exploitation sexuelle des enfants;

4. d'assurer la préparation et le suivi de la Conférence mondiale relative à l'exploitation sexuelle qui se tiendra en décembre 2001 à Yokohama;

5. de proposer une méthode pour intégrer la dimension des droits de l'enfant dans les principaux travaux menés par les commissions sénatoriales;

6. de proposer une méthode qui assure la participation des enfants aux principaux débats qui les concernent.

2.1.3. Un point de contact parlementaire structurel

Il y a lieu de créer un point de contact parlementaire structurel pour les droits de l'enfant au Sénat. Les commissions réunies souhaitent pouvoir se réunir annuellement durant la période précédant la journée internationale des droits de l'enfant (le 20 novembre), et être chargées de préparer le débat à ce sujet en séance plénière ainsi que, s'il y a lieu, se réunir de manière occasionnelle, à la demande expresse de la commission de la Justice et/ou de la commission des Affaires sociales.

En tant que lieu de rencontre de l'État fédéral, des régions et des communautés, le Sénat a une mission importante à remplir au niveau de la coordination du suivi et de l'approche proactive de l'obligation de faire rapport aux Nations unies. Les travaux préparatoires à l'accomplissement de cette obligation et le projet de rapport doivent donc être communiqués au Sénat afin que celui-ci puisse inscrire à son ordre du jour un débat sur la question (recommandation V.5).

Dans les commentaires du rapport, il est fait mention de plusieurs arguments qui plaident en faveur de la création d'un tel point de contact: la possibilité de donner des impulsions en vue d'une politique fédérale coordonnée en matière des droits de l'enfant; l'examen du rapport annuel du gouvernement fédéral et du rapport quinquennal à l'ONU; un point de contact parlementaire pour les organisations concernées «sur le terrain» (commissaire aux droits de l'enfant, ONG, administration, autres organes publics, etc.) (recommandation V.5).

2.1.4. La journée des droits de l'enfant

La journée des droits de l'enfant qui est organisée chaque année le 20 novembre doit donner lieu à un débat au Sénat sur les droits de l'enfant ainsi qu'à la création d'un forum dans le cadre duquel les enfants mêmes peuvent débattre les uns avec les autres et avec les sénateurs. Le gouvernement doit présenter au Sénat, avant le 20 novembre, son rapport annuel de synthèse sur les obstacles rencontrés et les progrès

3. de follow-up van het verslag van de Nationale Commissie tegen seksuele uitbuiting van kinderen te evalueren;

4. te zorgen voor de voorbereiding en de follow-up van de Wereldconferentie tegen seksuele uitbuiting die in december 2001 in Yokohama zal plaatsvinden;

5. een methode voor te stellen om de kinderrechtendimensie te integreren in de belangrijkste werkzaamheden van de Senaatscommissie;

6. een methode voor te stellen die de kinderen betreft bij de belangrijkste debatten die op hen betrekking hebben.

2.1.3. Een structureel parlementair aanspreekpunt

In de Senaat moet een structureel parlementair aanspreekpunt voor kinderrechten tot stand komen. De Verenigde Commissies wensen elk jaar te kunnen bijeenkomen in de aanloop van de internationale dag van de rechten van het kind op 20 november, en te worden belast met de voorbereiding van het plenair debat hieromtrent, en ook occasioneel te vergaderen op uitdrukkelijk verzoek van de commissie voor de Justitie en/of van de commissie voor de Sociale Zaken.

De Senaat heeft als ontmoetingskamer van de federale Staat, de gewesten en de gemeenschappen een belangrijke opdracht bij het gecoördineerd opvolgen en pro-actief benaderen van de VN-rapportageverplichting. De voorbereidende werken voor deze rapportage en het ontwerp van rapport dienden dan ook te worden meegedeeld aan de Senaat, opdat deze hierover een politiek debat kan agenderen (aanbeveling V.5).

In de toelichting van het rapport staan verschillende argumenten die voor dit aanspreekpunt pleiten: de mogelijkheid impulsen te geven met het oog op een gecoördineerd federaal kinderrechtenbeleid; de bespreking van het jaarlijks rapport van de federale regering en de vijfjaarlijkse rapportage aan de VN; een parlementair aanspreekpunt voor de betrokken organisaties «in het veld» (kinderrechtencommissaris, NGO's, administratie, andere overheidsorganen, ...) (aanbeveling V.5).

2.1.4. De dag van de rechten van het kind

De dag van de rechten van het kind, 20 november, moet jaarlijks aanleiding zijn tot een Senaatsdebat over de rechten van het kind en een forum waar kinderen zelf met elkaar en met senatoren in debat kunnen gaan. De regering moet vóór 20 november 2001 haar syntheseverslag over de obstakels en vooruitgang inzake kinderrechten ter evaluatie voorleggen aan de Senaat (aanbeveling V.3). Ook tijdens de

réalisés en matière de droits de l'enfant (recommandation V.3). Au cours de la législature passée aussi, le Sénat avait adopté une résolution à ce sujet qui prévoyait de faire du 20 novembre la journée officielle des droits de l'enfant (doc. Sénat, n° 1-791).

Dans son dispositif, cette résolution demande au gouvernement «de veiller à ce qu'à l'occasion de cette journée, un rapport soit transmis au Parlement sur ce qui a été réalisé en Belgique, en matière de droits de l'enfant, en exécution de la convention».

2.1.5. Priorités concrètes

Le groupe de travail a également identifié un certain nombre de priorités concrètes qu'il souhaite voir inscrire prioritairement à l'ordre du jour de la présente législature ou, tout au moins, bénéficier d'une attention particulière. Il s'agit d'abord des relations de l'enfant avec la famille et avec la justice (adoption, protection de la jeunesse, enlèvement international d'enfants, droit à la parole, avocats des mineurs et accès à la justice). Une troisième priorité vise les enfants dans le cadre de la politique d'asile et d'immigration, ensuite les enfants et la lutte contre les abus, la violence et l'exploitation, les enfants face à la sécurité routière et les enfants et la santé (charte des enfants malades, enfants handicapés, allaitement, santé mentale et toxicomanie). D'autres priorités sont la lutte contre la pauvreté et pour l'égalité des droits entre filles et garçons, les enfants en situation de guerre et l'enregistrement individuel des enfants (recommandation IV).

2.2. *Autres pistes de réflexion pour un agenda politique de la promotion des droits de l'enfant*

Les recommandations du rapport du groupe de travail du Sénat «Droits de l'enfant» doivent être renforcées et finalisées. En outre, de nombreuses autres pistes de réflexion peuvent être suggérées.

2.2.1. Institutionnalisation de la commission sénatoriale des droits de l'enfant

Il a été établi qu'il y aurait lieu de créer au Sénat un point de contact parlementaire structurel (recommandation V.5 du rapport sur les droits de l'enfant). Cette garantie ne sera toutefois acquise que si ce point de contact est institutionnalisé par une insertion dans le Règlement du Sénat. Nous plaillons pour la création d'un comité d'avis pour les droits de l'enfant (proposition de modification du Règlement du Sénat, n° 2-307).

2.2.2. Obligation légale de faire rapport annuel

L'importance du dépôt, par le gouvernement, d'un rapport annuel au Parlement sur les progrès réalisés

vorige zittingsperiode heeft de Senaat hierover een resolutie goedgekeurd die officieel 20 november tot kinderrechtendag maakt (stuk Senaat, nr. 1-791).

Deze resolutie bepaalt in het beschikkend gedeelte «dat naar aanleiding van deze dag aan het Parlement een verslag zou worden overhandigd over hetgeen in België is gerealiseerd inzake de rechten van het kind, in uitvoering van het verdrag».

2.1.5. Inhoudelijke prioriteiten

De werkgroep heeft ook een aantal inhoudelijke prioriteiten naar voor geschoven met de bedoeling ze in deze legislatuur prioritair op de agenda te brengen of er ten minste bijzondere aandacht aan te besteden. Het gaat in de eerste plaats om kinderen en het gezin en kinderen en justitie (adoptie, jeugdbescherming, internationale ontvoering van kinderen, spreekrecht, jeugdadvocaten en rechtsingang). Een derde prioriteit is kinderen en het asiel- en migratiebeleid, en vervolgens kinderen en de strijd tegen misbruik, geweld en uitbuiting, kinderen en verkeersveiligheid en kinderen en gezondheid (charter van zieke kinderen, gehandicapte kinderen, borstvoeding, geestelijke gezondheid en verslaving). Andere prioriteiten zijn armoedebestrijding en gelijke rechten voor meisjes en jongens, kinderen in oorlogssituaties en de registratie van elk kind (aanbeveling IV).

2.2. *Andere denkplaatjes voor een kindvriendelijke politieke agenda*

De aanbevelingen van het verslag van de Senaatswerkgroep Kinderrechten dienen versterkt en geformaliseerd te worden. Daarnaast kunnen tal van andere denkplaatjes worden aangebracht.

2.2.1. De institutionalisering van de Senaatscommissie voor de rechten van het kind

Het staat vast dat er een structureel parlementair aanspreekpunt moet komen in de Senaat (aanbeveling V.5 van het Kinderrechtenverslag). Die garantie is er echter enkel als dit aanspreekpunt geïnstitutionaliseerd wordt en opgenomen wordt in het Reglement van de Senaat. Wij pleiten voor de oprichting van een Adviescomité voor de rechten van het kind (voorstel tot wijziging van het Reglement van de Senaat, nr. 2-307).

2.2.2. Wettelijke verplichting tot jaarlijkse rapportage

Unaniem wordt het belang onderstreept dat de regering een jaarlijks verslag neerlegt in het Parlement

en matière de droits de l'enfant est unanimement soulignée (recommandation V.3). Cette obligation doit être consacrée par la loi. Le Sénat pourra se prononcer à ce sujet sur la base de la proposition de loi instaurant l'établissement d'un rapport annuel sur l'application de la convention relative aux droits de l'enfant (doc. n° 2-890).

2.2.3. Rapport d'incidence sur l'enfant

Il y a lieu de vérifier dans quelle mesure les thèmes abordés au Parlement prennent en compte les besoins des enfants et des jeunes. Ce contrôle peut se faire par le biais d'un rapport d'incidence sur l'enfant.

Un rapport d'incidence sur l'enfant implique que l'on fasse l'analyse des conséquences qu'une initiative politique peut avoir pour le vécu global de l'enfant. Lors de l'élaboration de la politique, on envisage les différentes solutions possibles, on examine dans quelle mesure elles sont positives pour les enfants et on donne la préférence à celles qui servent le mieux les intérêts de ceux-ci.

En Flandre, la loi impose déjà un rapport d'incidence de ce type pour un certain nombre de politiques (décret du 15 juillet 1997 instituant le rapport d'impact sur l'enfant). À l'échelon fédéral, cette obligation n'existe pas encore, mais une proposition de loi instituant une évaluation de l'incidence des décisions sur l'enfant a été déposée au Sénat (doc. n° 2-97).

Tant que cette question n'aura pas été réglée par la loi fédérale, le Sénat peut se charger volontairement lui-même de l'exercice et même, à un stade ultérieur, formaliser cette démarche dans son propre règlement.

En pratique, le contrôle peut se faire en insérant dans le rapport parlementaire relatif à toute proposition ou tout projet intéressant les enfants et à tout grand débat sur un problème de société, un chapitre formel sur la prise en compte des intérêts des enfants. Concrètement, on pourra tenir une série d'auditions de spécialistes ou désigner un expert chargé d'examiner les conséquences de la proposition pour les enfants ou créer au sein de l'administration du Sénat une cellule « incidence sur l'enfant » comme celle qui veille actuellement à la qualité de la législation.

Le Sénat, en sa qualité de chambre de réflexion, peut également innover dans ce domaine. Nous ne devons pas nous limiter aux grands thèmes de réflexion; nous pouvons aussi appliquer le rapport d'incidence sur l'enfant à toutes les propositions de loi et à tous les projets gouvernementaux qui intéressent les enfants.

2.2.4. Le droit d'être entendu et le droit de parole pour les enfants au Sénat

Il convient de développer une méthodologie adéquate permettant au Parlement d'entendre systé-

over de vooruitgang inzake rechten van het kind (aanbeveling V.3). Deze verplichting moet wettelijk worden vastgelegd. De Senaat zal zich hierover kunnen uitspreken op basis van het wetsvoorstel tot het instellen van een jaarlijkse rapportage over de toepassing van het IVRK (stuk nr. 2-890).

2.2.3. Kindeffectrapportage (KER)

Thema's die in het Parlement aan de orde komen moeten getoetst worden op de mate waarin noden van kinderen en jongeren erin aan bod komen. Die toetsing kan gebeuren via een kindeffectrapportage.

Een kindeffectrapportage (KER) houdt in dat een analyse wordt gemaakt van de gevolgen van een beleidsinitiatief voor de totale leefsituatie van een kind. Bij de uitbouw van het beleid worden verschillende mogelijke oplossingen in overweging genomen en op hun kindvriendelijkheid getoetst, waarna men de voorkeur geeft aan die maatregelen die het best de belangen van het kind waarborgen.

In Vlaanderen is zo'n KER reeds wettelijk verplicht voor een aantal beleidsdomeinen (decreet van 15 juli 1997 houdende instelling van het kindeffectrapport). Federaal bestaat die verplichting nog niet, maar in de Senaat ligt een wetsvoorstel klaar tot instelling van een kindeffectrapport (stuk nr. 2-97).

Zolang dit op federaal vlak niet wettelijk geregeld is, kan de Senaat de oefening zelf al op vrijwillige basis doen, en in een volgend stadium zelfs formuleren in het eigen reglement.

Praktisch kan dit gebeuren door in het parlementair verslag van elk voorstel of ontwerp dat kinderen aanbelangt en elk ruim maatschappelijk debat een formeel hoofdstuk op te nemen dat de kindertoets inhoudt. Inhoudelijk kan het ingevuld worden door een reeks hoorzittingen te houden met deskundigen, of door een expert aan te stellen die de gevolgen van het voorstel voor kinderen onderzoekt of door in de administratie van de Senaat een cel KER op te zetten zoals die nu bestaat voor de kwaliteit van de wetgeving.

De Senaat kan als reflectiekamer ook op dit vlak innoverend werken. We moeten ons niet beperken tot grote reflectiethema's binnen de Senaat, maar kunnen de KER toepassen op alle wetsvoorstellen of regeringsontwerpen die kinderen aanbelangen.

2.2.4. Hoor- en spreekrecht van kinderen in de Senaat

Een aangepaste methodologie moet ontwikkeld worden om kinderen en jongeren op systematische

matiquement les enfants et les jeunes à propos des dossiers qui les intéressent.

Au Sénat, les auditions font désormais couramment partie des travaux parlementaires. C'est un procédé intéressant, qui permet d'approfondir le débat et le processus décisionnel en associant la société civile. Dans le contexte de la promotion du droit de participation des enfants, il n'est plus possible de les tenir à l'écart de ce processus.

Cela nécessitera un ajustement de culture : la préparation des auditions, les invitations ou encore l'attitude des parlementaires devront tenir compte des enfants et des jeunes. Mais le pas à faire est important dans le cadre de la participation des enfants. Il y a beaucoup à apprendre d'autres initiatives de participation (voir le point 1.2) et du droit de parole des enfants devant la justice. Sur ce dernier point, la formation des magistrats à l'écoute des enfants revêt une grande importance. Les différents acteurs qui opèrent au Sénat devraient, eux aussi, bénéficier d'une formation analogue.

3. Le Sénat comme lieu de travail prenant en compte l'enfant et la famille

3.1. Le Sénat, lieu de travail prenant en compte l'enfant et la famille

Sur ce plan aussi, le Sénat se doit de montrer l'exemple. L'effectif du personnel du Sénat belge compte approximativement 390 membres. À cela s'ajoutent environ 210 collaborateurs politiques. On peut donc parler d'une grande entreprise. Tout comme d'autres grandes entreprises, le Sénat doit, lui aussi, continuer d'adapter son organisation du travail aux besoins nouveaux des travailleurs — hommes et femmes — en ce qui concerne la conciliation de la vie familiale et du travail.

Ces derniers temps, nombre d'entreprises et d'organisations se signalent par leurs efforts en vue d'une organisation du travail prenant en compte la famille. Elles se voient régulièrement décerner des récompenses pour leurs qualités innovatrices. En Flandre, par exemple, le groupe de travail *Vrouw en Maatschappij* du CD&V a ainsi pu décerner plusieurs fois en 2001, son prix de l'«entreprise soucieuse de la vie de famille».

Les entreprises, organisations et services sont de plus en plus conscients qu'un lieu de travail soucieux de la famille augmente la satisfaction du personnel et a de ce fait une incidence positive sur la productivité. On constate également que pour que l'on puisse trouver le personnel requis, il faut que l'organisation du travail prenne en compte le facteur famille. Du reste, le coût de mesures favorables à la vie de famille est sans commune mesure avec celui d'un personnel surmené et sollicité à l'excès.

wijze te kunnen horen in het Parlement voor dossiers die hen aanbelangen.

In de Senaat hebben hoorzittingen ruim ingang gevonden tijdens de parlementaire werkzaamheden. Het is een interessant proces, een verdieping van het parlementaire debat en de besluitvorming door het middenveld erbij te betrekken. In het verlengde van de bevordering van de participatierechten van kinderen kunnen we hen niet langer uitsluiten uit het proces.

Dit zal een aanpassing van de cultuur vragen: de voorbereiding van de zittingen, de uitnodigingen, de houding van de parlementsleden zullen rekening moeten houden met kinderen en jongeren. Toch is het een belangrijke stap in het kader van de participatie van kinderen. Er valt heel wat te leren uit andere participatie-initiatieven (zie punt 1.2) en uit het spreekrecht van kinderen voor het gerecht. Zo is bij dit laatste de vorming van magistraten in het horen van kinderen van groot belang. Op analoge wijze zouden ook in de Senaat de verschillende actoren gevormd worden.

3. De Senaatskind-engezinsvriendelijkewerkplek

3.1. De Senaat, een kind- en gezinsvriendelijke werkplaats

Ook op dit vlak heeft de Senaat een voorbeeldfunctie te vervullen. De Belgische Senaat heeft bij benadering 390 personeelsleden. Daarnaast zijn er ongeveer 210 politieke medewerkers. Een groot bedrijf kunnen we stellen. Net als andere grote bedrijven moet ook de Senaat zijn arbeidsorganisatie blijvend aanpassen aan nieuwe noden van werknemers — mannen en vrouwen — op het vlak van de combinatie van gezin en arbeid.

De jongste tijd komen vele bedrijven en organisaties in de kijker te staan door hun inspanningen voor een gezinsvriendelijke arbeidsorganisatie. Geregeld ontvangen ze beloningen als innoverend bedrijf. Zo werd bijvoorbeeld in de loop van 2001 aan verschillende bedrijven in Vlaanderen door de CD & V-werkgroep *Vrouw en Maatschappij* een prijs «gezinsvriendelijke werkplaats» uitgereikt.

Bedrijven, organisaties en diensten zijn er zich meer en meer van bewust dat een «gezinsvriendelijke werkplaats» de tevredenheid van het personeel verhoogt en daardoor een positieve invloed heeft op hun productiviteit. Men stelt ook vast dat om het vereiste personeel te vinden, de arbeidsorganisatie gezinsvriendelijk moet zijn. De prijs van gezinsvriendelijke maatregelen weegt trouwens niet op tegen de prijs van overbelast en overvraagd personeel.

Comme organe politique et comme lieu où se votent des mesures innovatrices visant à améliorer la combinaison famille-travail pour les hommes et les femmes, le Sénat se doit de jouer à cet égard un important rôle social d'employeur soucieux de la personne. Une vie familiale de qualité est un facteur important pour une société soucieuse de la personne et cet élément a, en outre, un impact économique positif.

3.2. Une brochure pour le personnel

Les droits et les conditions concernant le régime des congés et les possibilités de réduction du temps de travail doivent être communiqués au personnel d'une manière accessible, par la diffusion d'une brochure adaptée aux modifications de la législation régissant l'interruption de carrière, le crédit-temps et les autres régimes de congés légaux.

3.3. Audit des mesures existantes prenant en compte la famille

Ce qu'il y a lieu d'entendre exactement par «mesures prenant en compte la famille» est devenu plus clair, ces dernières années, grâce aux propositions faites par des centres d'études sociologiques tels que le *Centrum voor bevolkings- en gezinsstudies*; la pratique de certaines entreprises a elle aussi contribué à concrétiser cette notion. De «bons exemples» d'organisation du travail prenant en compte la famille peuvent ainsi servir de référence pour d'autres lieux de travail.

Le CBGS collabore actuellement avec le *Vakgroep Management* de l'université d'Anvers et le *European Centre for Work and Society* à la mise au point d'un instrument de recherches, le «*Family and Business Audit*». Les premiers résultats du test réalisé auprès de quelques organisations des secteurs marchand et non marchand ont été présentés le 26 septembre 2001.

Afin que le Sénat puisse prétendre, lui aussi, au label d'entreprise prenant en compte la famille et qu'il réponde aux aspirations de son personnel sur le plan de la conciliation de la vie de famille et du travail, nous proposons de soumettre à cet audit la politique du personnel existante. À cet effet, un contrat peut être conclu avec un expert externe, tel le CBGS.

Cet audit doit passer par un processus participatif, de manière à pouvoir interroger tant le personnel lui-même que le conseil du personnel, le service du personnel, le greffe et la questure et à les associer ainsi à l'évaluation de l'organisation du travail existante. Les résultats de cet audit devraient déboucher sur un

De Senaat als politiek orgaan, en als plaats waar vernieuwende maatregelen genomen worden om de combinatie van gezin en arbeid voor mannen en vrouwen te verbeteren, heeft hier een belangrijke maatschappelijk voorbeeldfunctie te vervullen, als «zorgzame werkgever». Kwaliteitsvolle gezinstijd is een belangrijk gegeven voor een zorgzame samenleving en komt eveneens de economie ten goede.

3.2. Een brochure voor het personeel

De rechten en voorwaarden betreffende verlofregelingen en mogelijkheden tot arbeidsduurverkorting dienen op een toegankelijke manier gecommuniceerd te worden aan het personeel, in een brochure die aangepast wordt aan gewijzigde wetgeving inzake loopbaanonderbreking, tijdskrediet en andere wettelijke verlofregelingen.

3.3. Audit van bestaande gezinsvriendelijke maatregelen

Wat juist onder «gezinsvriendelijkheid» moet worden verstaan, is de jongste jaren duidelijker geworden aan de hand van voorstellen van sociologische onderzoekscentra, zoals het Centrum voor bevolkings- en gezinsstudies, en ook de praktijk van bedrijven heeft het begrip «gezinsvriendelijkheid» een concrete inhoud gegeven. «Goede voorbeelden» van een gezinsvriendelijke arbeidsorganisatie kunnen op die manier ook voor andere werkplaatsen een referentie zijn.

Het CBGS werkt momenteel samen met de *Vakgroep Management* van de Universiteit Antwerpen en het *European Centre for Work and Society* aan de verfijning van een onderzoeksinstrument, de «*Family and Business Audit*». Op 26 september 2001 werden de eerste resultaten van de testcase bij enkele profit- en non-profit-organisaties voorgesteld.

Opdat de Senaat ook in aanmerking zou komen voor een gezinsvriendelijkheidslabel en tegemoet zou komen aan de noden van zijn personeelsleden inzake de combinatie van gezin en arbeid stellen we voor deze audit te laten uitvoeren op het bestaande personeelsbeleid. Daartoe kan een contract afgesloten worden met een externe deskundige, bijvoorbeeld het CBGS.

Deze audit moet uitgevoerd worden via een participatief proces, zodat zowel het personeel zelf, als de personeelsraad, de personeelsdienst, de griffie en de quaestuur bevroegd worden en zodoende betrokken worden bij de evaluatie van de bestaande arbeidsorganisatie. Het resultaat van deze audit zou moeten

projet pilote visant à faire du Sénat une «entreprise prenant en compte la famille».

3.4. Mesures innovatrices de prise en compte de la famille

En nous basant sur une enquête informelle, nous pouvons d'ores et déjà proposer les pistes suivantes en vue d'une combinaison plus équilibrée de la vie de famille et de l'activité professionnelle pour le personnel du Sénat.

3.4.1. Accueil des enfants adapté à l'entreprise

— La possibilité d'accueillir les enfants durant les vacances scolaires doit être assurée pour les enfants de 3 à 14 ans, le nombre de places doit être accru et la possibilité d'accueil doit être étendue aux enfants du personnel politique.

— Compte tenu de la spécificité du fonctionnement du Sénat, il convient de mettre au point, en concertation avec le personnel, une réglementation adaptée de l'accueil des enfants.

— Possibilité d'accueil de courte durée: indépendamment des initiatives d'application régulière, il y aurait lieu de prévoir la possibilité d'un accueil de courte durée, pour un jour ou quelques heures, par exemple les jours de vacances scolaires, les mercredis après-midis, les jours de grève et dans d'autres circonstances imprévues.

3.4.2. Horaires

D'un commun accord avec le personnel, il convient d'adopter un horaire flexible, tenant compte de la nécessité de concilier la famille et le travail.

3.4.3. Allaitement

Bien des mères aimeraient pouvoir continuer à allaiter leur enfant lorsqu'elles recommencent à

leiden tot een pilootproject voor de Senaat als gezinsvriendelijk bedrijf.

3.4. Vernieuwende gezinsvriendelijke maatregelen

Op basis van een informele bevraging kunnen we volgende pistes reeds voorstellen voor een beter evenwicht in de combinatie van gezin en arbeid voor het personeel van de Senaat:

3.4.1. Bedrijfsgerichte kinderopvang

— De mogelijkheid tot kinderopvang tijdens de schoolvakanties moet verzekerd worden voor kinderen van 3 tot 14 jaar, het aantal plaatsen moet uitgebreid worden en de mogelijkheid tot opvang moet uitgebreid worden tot de kinderen van het politiek personeel.

— Gezien de specificiteit van de werking van de Senaat, moet in overleg met het personeel een gepaste regeling uitgewerkt worden met betrekking tot kinderopvang.

— Mogelijkheid tot kortopvang: los van vaste initiatieven moet de mogelijkheid voor korte opvang voorzien worden, voor een dag of enkele uren, bijvoorbeeld bij vakantiedagen op de school, woensdagnamiddagen, staking en andere onvoorziene omstandigheden.

3.4.2. Uurregeling

In overleg met het personeel moet een flexibele uurregeling vastgesteld worden, rekening houdend met de combinatie van gezin en arbeid.

3.4.3. Borstvoeding

Vele moeders wensen borstvoeding verder te zetten wanneer zij hun werk hervatten. Voor deze moeders

travailler. Il faudrait mettre à leur disposition un local où elles puissent tirer leur lait.

3.4.4. Service

Le Sénat peut prendre des initiatives supplémentaires en faveur du personnel et organiser, par exemple, un service de livraison des courses.

3.5. *Une analyse du fonctionnement du Sénat sous l'angle de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes*

Des mesures favorables à la vie de famille s'avèrent souvent indispensables si l'on veut pouvoir trouver le personnel adéquat. C'est heureusement de plus en plus le cas non seulement pour les femmes/mères, mais aussi pour les hommes/pères. Les tâches ne sont cependant toujours pas réparties de manière équilibrée et il existe encore des inégalités salariales, de sorte que ce sont encore le plus souvent les femmes qui font un pas en arrière en matière de carrière pour assumer la responsabilité des tâches ménagères.

Qu'en est-il de l'emploi des hommes et des femmes au Sénat? Quelles habitudes, structures et procédures (dé)favorables aux femmes et aux hommes peut-on constater? Le ministère de l'Emploi et du Travail a développé un instrument d'«*e-quality*» analyse permettant aux entreprises d'analyser leurs procédures et leur fonctionnement. La méthode en question peut être utilisée tant par les grandes et les petites entreprises que par des organisations des secteurs marchand et non marchand. L'instrument d'analyse intègre l'aspect de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes dans les neuf critères du modèle d'excellence que la *European Foundation for Quality Management* a développé: leadership, politique et stratégie, politique du personnel, partenaires et ressources, processus, résultats essentiels, résultats par rapport aux clients, résultats par rapport au personnel, résultats par rapport à la société. L'entreprise ou l'organisation examine dans quelle mesure chaque critère est rempli du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes et dans quelle mesure on peut améliorer les choses. L'analyse se fait en trois temps: une auto-évaluation (au moyen d'une liste de contrôle comportant quarante questions), une radioscopie «*e-quality*» qui dure deux jours (un jour avec la direction et le responsable de la qualité, un second jour avec le personnel et le délégué syndical) et, enfin, un entretien permettant d'opérer un *feedback* au cours duquel les réviseurs proposent à la direction un programme d'action. Les organisations qui ont été soumises à l'analyse «*e-quality*» peuvent participer aux «*e-Quality Awards*» annuels.

moet een lokaaltje beschikbaar zijn om moedermelk af te kolven.

3.4.4. Dienstverlening

De Senaat kan bijkomende dienstverlenende initiatieven nemen voor het personeel, bijvoorbeeld een boodschappendienst organiseren.

3.5. *Een genderanalyse van de werking van de Senaat*

Gezinsvriendelijke maatregelen blijken vaak noodzakelijk om het geschikte personeel te vinden. Gelukkig geldt dit meer en meer voor zowel mannen/vaders als voor vrouwen/moeders. Maar het evenwicht in een gelijke taakverdeling is nog niet bereikt, en ook loonongelijkheden bestaan nog, zodat het toch nog voor het merendeel vrouwen zijn die een stap terug zetten in hun carrière om de verantwoordelijkheid voor gezinstaken op te kunnen nemen.

Hoe zit het met de tewerkstelling van mannen en vrouwen in de Senaat? Welke vrouw- of man(on)-vriendelijke gewoontes, structuren en procedures kunnen er vastgesteld worden? Door het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid werd een *e-quality*-analyseinstrument ontwikkeld dat bedrijven in staat stelt hun procedures en werking te analyseren. De methode kan gebruikt worden door grote en kleine bedrijven en door organisaties uit de profit- en uit de non-profitsector. Het analyse-instrument gaat uit van de integratie van de genderdimensie in de negen criteria uit het kwaliteitsmodel dat de *European Foundation for Quality Management* ontwikkelde: leiderschap, beleid en strategie, personeelsbeleid, partners en middelen, processen, kantenresultaten, personeelsresultaten, maatschappelijke resultaten en kernresultaten. Voor elk criterium evalueert het bedrijf of de organisatie hoe het op het vlak van gelijkheid tussen man en vrouw presteert en welke mogelijkheden tot verbetering er zijn. De analyse gebeurt in drie fasen: een zelfevaluatie (aan de hand van een checklist met veertig vragen), een tweedaagse *e-Quality* doorlichting (een dag met de directie en de kwaliteitsverantwoordelijke, de tweede dag met het personeel en de vakbondsafgevaardigde) en tot slot een feedbackonderhoud waarin de revisoren een actieprogramma voorstellen aan de directie. Organisaties die de *e-Quality*-analyse hebben doorgemaakt, kunnen deelnemen aan de jaarlijkse *e-Quality Award*.

3.6. Code pour une politique favorable à la famille

3.6.1. Combinaison travail-famille: un problème, même pour les mandataires politiques et les élus

Pour les mandataires politiques et les élus, la combinaison travail-famille soulève également un problème. On constate trop souvent que des femmes, mais aussi des hommes, déclinent un engagement politique ou y renoncent au bout d'une législature, non pas parce qu'ils rejettent la politique ou que celle-ci ne les intéresse pas, mais parce qu'un engagement politique implique la participation à un nombre considérable de réunions, ce qui rend difficile une combinaison entre la famille, le travail, l'engagement social et la politique.

Pour ce qui est de la Belgique, l'on a examiné les expériences vécues par ces hommes et ces femmes et l'on dispose de données chiffrées relatives à celles-ci.

Il ressort d'une étude qui a été réalisée à la demande du Conseil de l'émancipation (1991) que 33,8% des femmes et 28,2% des hommes qui étaient candidats aux élections législatives de 1991 ont du mal à concilier leurs activités professionnelles et politiques. Il y a toutefois un élément plus important, à savoir que 44,7% des femmes et 32,6% des hommes signalent qu'ils ont également du mal à combiner des responsabilités familiales et des activités politiques.

Celui qui veut faire de la politique doit respecter les règles du jeu existantes, ce qui signifie encore trop souvent, se soumettre à des conditions traditionnelles qui ont été fixées par les hommes et qui ne disparaissent que très lentement.

Ne serait-il pas temps de modifier les règles et les conditions à respecter dans le cadre de la vie politique si celles-ci et ce que l'on attend des mandataires effraient les femmes et les hommes ?

3.6.2. Tenir compte davantage, dans la vie politique, du rythme de la vie de famille

Au printemps 2000, le groupe de travail « *Vrouw en Maatschappij* » du CD&V a élaboré un « Code pour une politique communale ouverte et favorable à la famille », dans lequel il plaide pour un monde politique composé d'hommes et de femmes sains et équilibrés, disposant du temps nécessaire pour leur famille et pour leur ménage. La politique peut en outre tirer grand profit de l'expérience de gens qui ont une responsabilité familiale. Cela vaut aussi pour ce qui est de la politique fédérale.

3.6. Code voor een gezinsvriendelijke politiek

3.6.1. Combinatie gezin en arbeid: ook voor politieke mandatarissen en gekozenen een knelpunt

Ook voor politieke mandatarissen en gekozenen is de combinatie van gezin en arbeid vaak een knelpunt. Te vaak stellen we vast dat vrouwen maar ook mannen passen voor een politiek engagement, of afhaken na één zittingsperiode. Niet omdat ze anti- of apolitiek zijn, wel wegens de hoeveelheid vergaderingen en de mogelijkheden die zij ondervinden om gezin, job en maatschappelijk engagement te combineren met politiek.

Voor België zijn deze ervaringen onderzocht en in cijfers uitgedrukt.

Uit een studie in opdracht van de Emancipatieraad (1991) blijkt dat 33,8% van de vrouwelijke kandidaten en 28,2% van de mannelijke kandidaten voor de wetgevende verkiezingen van 1991 moeilijkheden ervaren bij het afstemmen van professionele en politieke activiteiten. Belangrijker is dat 44,7% vrouwen en 32,6% mannen ook problemen signaleert bij het afstemmen van gezinsverantwoordelijke en politieke activiteiten.

Wie politiek wil bedrijven moet dit doen volgens de heersende spelregels. Vandaag wil dit nog te vaak zeggen: aan traditionele «mannenvoorwaarden» die slechts langzaam tot het verleden gaan behoren.

Als de huidige regels en voorwaarden en verwachtingen van het politiek bedrijf vrouwen en mannen afschrikken, wordt het dan geen tijd om die voorwaarden te veranderen ?

3.6.2. Meer gezinsritme in de politiek

In het voorjaar 2000 werd door de CD&V-Werkgroep Vrouw en Maatschappij een « Code voor een open en gezinsvriendelijke gemeentepolitiek » gelanceerd, een pleidooi voor gezonde en evenwichtige politici, met tijd voor familie en gezin. Bovendien kan de politiek de ervaringsdeskundigheid van mensen met gezinsverantwoordelijkheid best gebruiken. Dit principe geldt evenzeer voor de federale politiek.

Les lignes de force d'un code comme le code précité sont les suivantes :

— une culture favorable à la famille, tant pour les hommes que pour les femmes, avec, notamment, des heures de réunion compatibles avec la vie de famille;

— un changement des mentalités dans la politique, notamment grâce à une formation obligatoire au respect de l'égalité des chances.

Nous demandons toutefois aux mandataires politiques et aux élus de ne pas attendre que l'on ait créé le cadre légal nécessaire et d'œuvrer dès à présent, au sein du Sénat, en faveur d'une culture politique respectueuse de la famille.

9 janvier 2004.

De krachtlijnen voor een dergelijke code zijn :

— een gezinsvriendelijke cultuur voor mannen en vrouwen, met onder meer gezinsvriendelijke vergaderuren;

— een mentaliteitswijziging in de politiek, onder meer via verplichte gendertraining.

Maar we roepen de politieke mandatarissen en gekozenen op niet te wachten op een wettelijke omkering en nu reeds werk te maken van een gezinsvriendelijke politieke cultuur in de Senaat.

9 januari 2004.

Sabine de BETHUNE.